

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

**DATE DE CONVOCATION** : 23 avril 2025

**DATE DE PUBLICATION** : 30 avril 2025

*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-neuf avril, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS** : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme PATUREAU - M. RENOUF – Mme TORRES - M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – Mme PERIERS – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme HENRY à M. KHALID
- M. FAURE à Mme PERIERS
- M. BALABAN à M. JOLIVET
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

**ABSENTS ET EXCUSÉS :**

- Mme BAYRAM
- Mme CAYOUX
- M. OREN
- M. TAVARES
- M. TOUANE

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**  
**Adhésion à la centrale d'achat CANUT**

## CHALETTE SUR LOING Conseil du 29 avril 2025

**OBJET :**  
**Adhésion à la centrale d'achat CANUT**

**Directeur de secteur** : Imen TOUATI

**Service** : Direction des Finances

**Affaire suivie par** : Daisy BOUCHOUX

**M. Le Maire** : La mutualisation des achats constitue un levier important au regard de l'efficacité économique de la commande publique, qui amène de plus en plus à recourir aux centrales d'achats.

Compte tenu du poste budgétaire significatif, il est dans l'intérêt de la Collectivité de rechercher des moyens d'optimiser les coûts tout en garantissant la fiabilité du matériel acquis, la qualité des services et prestations réalisées.

De ce fait, et dans le cadre du renouvellement du segment de la téléphonie, il est proposé d'adhérer à la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT) hors lot mobilité.

Il convient de porter à la connaissance du Conseil Municipal que la CANUT est un Acheteur sous forme de Pouvoir Adjudicateur au sens des dispositions de l'article L1211-1 du Code de la Commande Publique (CCP) ayant pour objet d'exercer une activité de centrale d'achats au sens de l'article L.2113-2 du CCP ou tout texte subséquent le complétant où s'y substituant.

La CANUT n'exige pas d'exclusivité lors de l'utilisation de ses marchés, et permet de résilier la souscription à un marché à tout moment.

L'adhésion à la CANUT est gratuite, seul le coût annuel d'utilisation des marchés est facturé par l'association selon un barème de tarifs en vigueur :

Coût annuel	Etablissement >= 500 employés			Etablissement < 500 employés			Etablissement < 100 employés		
	P.U. HT remisé	Total HT	Total TTC	P.U. HT remisé	Total HT	Total TTC	P.U. HT remisé	Total HT	Total TTC
Structure seule									
1er accord-cadre	600 €	600 €	720 €	300 €	300 €	360 €	150 €	150 €	180 €
2 accords-cadres remise 20%	480 €	960 €	1 152 €	240 €	480 €	576 €	120 €	240 €	288 €
3 accords-cadres remise 30%	420 €	1 260 €	1 512 €	210 €	630 €	756 €	105 €	315 €	378 €
4 accords-cadres remise 40%	360 €	1 440 €	1 728 €	180 €	720 €	864 €	90 €	360 €	432 €
5 accords-cadres remise 45%	330 €	1 650 €	1 980 €	165 €	825 €	990 €	83 €	413 €	495 €
6 accords-cadres remise 50% = PLAFOND	300 €	1 800 €	2 160 €	150 €	900 €	1 080 €	75 €	450 €	540 €

L'adhésion à la Centrale d'Achat du NUMérique et des Télécoms (CANUT) permettra à la Collectivité de bénéficier de tarifs préférentiels, de conditions contractuelles avantageuses et d'une meilleure gestion des achats dans le domaine numérique.

A titre d'exemple :

- La licence Microsoft 365 Business coûte aujourd'hui 17,90 €HT par mois à la Ville. L'adhésion à la CANUT permettra de réduire ce coût à 10.06 €HT mensuellement.
- L'abonnement antivirus complet pour 450 licences passera de 22 127,76 €HT à 12 600 €HT ;
- Le segment internet pour l'Hôtel de Ville passera également de 1 695 €HT à 1 217 €HT.

Sur ces bases, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'adhésion à la Centrale d'Achat du NUMérique et des Télécoms (CANUT),
- De prendre acte, qu'en application de l'article 10.1 des statuts, le représentant légal en exercice, ou tout autre personne dont l'habilitation aura été notifiée par écrit, siège à l'assemblée générale de la CANUT, et désigne, à ce titre, une ou un élu (e) pour représenter la collectivité,
- D'autoriser le Maire à signer tous les documents nécessaires pour formaliser cette adhésion et à prendre toutes les mesures nécessaires pour sa mise en œuvre,
- D'autoriser le Maire ou son représentant, à réaliser et à suivre l'ensemble du processus de souscription aux marchés et aux actes associés auprès de la Centrale d'Achat du NUMérique et des Télécoms (CANUT).

## **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la commande publique, et notamment ses articles L2113-2 à 4,

**VU** l'avis favorable de la commission Affaires Générales et Juridiques du 23 avril 2025,

**CONSIDERANT** l'intérêt que présente l'adhésion à la Centrale d'Achat du NUMérique et des Télécoms (CANUT),

**ENTENDU** les explications du rapporteur,

**Après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** l'adhésion à la Centrale d'Achat du NUMérique et des Télécoms (CANUT) dans les conditions exposées ci-dessus, et ses statuts,

**DESIGNE** M. DEMAUMONT pour siéger et représenter la commune à l'assemblée générale en vertu de l'article 10.1 des statuts,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires pour formaliser cette adhésion et à prendre toutes les mesures nécessaires pour sa mise en œuvre,



**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant, à réaliser et à suivre l'ensemble du processus de souscription aux marchés et aux actes associés auprès de la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT).

Nombre de membres en exercice	<b>33</b>	
Nombre de membres présents ou représentés	<b>28</b>	
Votes pour	<b>28</b>	
Votes contre	<b>0</b>	
Abstentions	<b>0</b>	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL*

*et le compte-rendu de la présente délibération ont*

*été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12*

*du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet*

*acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.*

.....

POUR LE MAIRE EMPECHÉ, PAR  
LA 1<sup>ère</sup> ADJOINTE



*Mme Marie-Madeleine HEUGUES*

Pour extrait certifié, conforme,  
Le Maire,  
Franck DEMAUMONT.